# Pour le logement, pour nos droits, pour nos salaires :

# Mobilisons-nous le 2 décembre

La CNL appelle les habitant·es à participer massivement, mardi 2 décembre, à la journée de mobilisation nationale « contre l'austérité et pour nos salaires », à l'initiative de la CGT, de Solidaires et de la FSU.

Après les mobilisations des 10 et 18 septembre et du 2 octobre, nous devons continuer à peser dans le débat budgétaire pour nous opposer aux mesures régressives telles que le doublement des franchises médicales, la limitation des arrêts maladie, le gel des pensions de retraite jusqu'en 2030 ou encore la suppression de 3 000 postes dans la fonction publique.

La CNL dénonce également les coupes drastiques concernant le logement social et la financiarisation grandissante du secteur :

- L'absence totale de dotation de l'État au Fonds national des aides à la pierre (FNAP), qui hypothèque la construction de logements HLM ;
- Le gel des barèmes des APL et la suppression des APL pour les étudiant·es étranger·es ;
- La baisse drastique des crédits alloués à MaPrimeRénov' ;
- La réduction des fonds dédiés à la lutte contre l'habitat indigne.

Elle s'oppose fermement aux nouvelles exonérations fiscales et à la mise en place d'un statut du bailleur privé renforçant encore la spéculation immobilière, au détriment des ménages.

La CNL s'inquiète également des attaques sans précédent portées contre les locataires les plus fragiles, en particulier celles et ceux en situation d'impayés depuis l'adoption de la loi Kasbarian-Bergé en 2023. Les récentes déclarations du ministre du Logement, Vincent Jeanbrun, proposant de durcir encore ces dispositions, sont sans équivoque : la chasse aux pauvres est ouverte.

**Résister, se rassembler, proposer**

Face à ces choix politiques injustes et dangereux, la CNL appelle les locataires à être nombreuses et nombreux dans la rue, le 2 décembre, pour peser sur le rapport de force : ce n'est pas aux ménages de payer une crise qu'ils n'ont pas créée !

Retrouvons-nous pour exiger :

- La suspension de la RLS et un plan massif de construction de logements sociaux pour répondre aux besoins réels ;
- Le gel et l'encadrement strict des loyers ;
- La revalorisation des APL et leur ouverture à toutes et tous, sans discrimination ;
- La création d'une sécurité sociale du logement, dotée d'une caisse nationale de protection locative pour prévenir les impayés et protéger locataires et bailleurs.

Parce que l'austérité n'est pas une fatalité. Parce que le logement est un droit.

**Le 2 décembre, faisons entendre notre voix. Toutes et tous dans la mobilisation !**

Montreuil le 29 novembre.